



SECRETARIAT GENERAL

SERVICE DE L'IMMOBILIER MINISTERIEL

BUREAU DE L'IMMOBILIER JUDICIAIRE PARISIEN

ET DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

PALAIS DE JUSTICE DE PARIS

- - - - -

MARCHE DE FOURNITURES ET DE SERVICES

INSTALLATION D'UN SCANNER CORPOREL A ONDES MILLIMETRIQUE

- - - - -

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES 4

1.1. CONTEXTE DE L'OPERATION - OBJET DU MARCHÉ	4
1.2. TITULAIRE DU MARCHÉ.....	4
1.3. SOUS-TRAITANCE	4
1.4. MESURES DE SURETE ET DE CONFIDENTIALITE	4
1.5. CONTROLE DU PERSONNEL.....	5

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ..... 5

ARTICLE 3. PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES 6

3.1. CONTENU DES PRIX	6
3.2. VARIATION DANS LE PRIX	7
3.2.1. <i>FORME DU PRIX</i>	7
3.2.2. <i>REVISION DU PRIX</i>	7
3.2.3. <i>MOIS D'ETABLISSEMENT DU PRIX</i>	7
3.2.4. <i>CHOIX DE L'INDEX DE REFERENCE</i>	7
3.2.5. <i>MODALITES DE REVISION DU PRIX</i>	7
3.3. REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE	8
3.3.1. <i>RETENUE DE GARANTIE</i>	8
3.3.2. <i>AVANCE</i>	8
3.3.3. <i>ACOMPTES</i>	8
3.3.4. <i>MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES</i>	8
3.3.5. <i>DELAI DE PAIEMENT</i>	9
3.4. PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS	9
3.4.1. <i>DESIGNATION DE SOUS-TRAITANTS EN COURS DE MARCHÉ</i>	9
3.4.2. <i>MODALITES DE PAIEMENT DIRECT</i>	9

ARTICLE 4. DÉLAI D'EXÉCUTION – PÉNALITÉS..... 10

4.1. MISE EN ŒUVRE DES PRESTATIONS	10
4.1.1. <i>DELAIS ET POINT DE DEPART DES DELAIS</i>	10
4.1.2. <i>PENALITES RELATIVES A LA FOURNITURE DES PRESTATIONS</i>	10
4.1.3. <i>AUTRES PENALITES</i>	11
4.2. ADMISSION DES PRESTATIONS	11
4.2.1. <i>NATURE DES PRESTATIONS :</i>	11
4.2.2. <i>MODALITES DE FOURNITURE DES DOCUMENTS :</i>	12
4.2.3. <i>DELAIS :</i>	12
4.2.4. <i>PRESENCE DU TITULAIRE AUX REUNIONS</i>	12

ARTICLE 5. MESURES PARTICULIERES DE SURETE CONCERNANT L'ORGANISATION DU CHANTIER 12

5.1. MODALITES DE CONSERVATION ET DE DIFFUSION DES DOCUMENTS ET DE L'INFORMATION	12
5.2. MODALITES D'HABILITATION ET D'ACCES DES PERSONNELS	13
5.3. MODALITES DE LIVRAISON	14
5.4. MODALITES D'INTERVENTION DES PERSONNELS.....	14

ARTICLE 6. PROPRIETE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE 14

ARTICLE 7. RESILIATION DU MARCHE 14

ARTICLE 8. OBLIGATIONS DE DISCRETION 14

ARTICLE 9. ASSURANCES..... 15

ARTICLE 10. ARTICLE 17 - DEROGATIONS AU CCAG - FOURNITURES COURANTES ET SERVICES 15

Article 1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. Contexte de l'opération - Objet du marché

Le Palais de Justice historique de Paris est un Etablissement Recevant du Public (ERP) de 1ère catégorie, classé en totalité au titre des Monuments historiques sur la liste de 1862.

Le dépôt, qui sera placé sous contrôle de l'administration pénitentiaire, est une zone d'attente des détenus écroués qui sont extraits des maisons d'arrêt en vue de leur comparution devant une juridiction de jugement, de leur audition par un magistrat instructeur ou de toute audience devant la chambre de l'instruction ou le juge des libertés et de la détention.

La mise en place d'un scanner corporel à ondes millimétriques a pour but de limiter le nombre de fouilles corporelles.

Le titulaire du marché doit la fourniture, la pose, l'accompagnement des utilisateurs dans l'exploitation et la maintenance de cet équipement, dans la zone du dépôt.

1.2. Titulaire du marché

Les caractéristiques du titulaire du marché, désignée dans le présent CCAP sous le nom « le prestataire », sont précisées à l'article 1 de l'acte d'engagement.

Le prestataire désigne au maître d'ouvrage en la personne de :

M, Mme ou Mlle.....

, le(la) responsable de l'ensemble des prestations, depuis le début et jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Cette personne est également l'unique interlocuteur du maître d'ouvrage concernant les mesures de sûreté et de confidentialité de l'opération ; en conséquence, elle devra s'assurer en permanence que les mesures de sûreté prises sont en adéquation avec le niveau de protection recherché.

Cette personne devra assister à toutes les réunions de travail ou de coordination que demande le maître d'ouvrage ou son représentant.

Le changement de personne habilitée ci-dessus par une personne de qualification équivalente devra être notifié par écrit immédiatement au maître d'ouvrage pour agrément.

1.3. Sous-traitance

Le prestataire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître de l'ouvrage et de l'agrément par celui-ci des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

1.4. Mesures de sûreté et de confidentialité

Le présent marché présente un caractère évident de sensibilité. En conséquence, le titulaire s'engage à maintenir confidentiels (absence totale de communication et de diffusion) les éléments faisant l'objet de la présente opération.

Il lui est notamment interdit de :

- diffuser à un tiers non habilité les documents fournis ou réalisés dans le cadre de la présente opération,
- reproduire, même partiellement, les documents sans l'accord préalable du maître d'ouvrage,
- fournir toutes indications à des fournisseurs et sous-traitants éventuels sur l'objet de l'opération.
- Les mesures de sûreté relatives à la fourniture des prestations et des services sont précisées à l'article 5 du présent CCAP.

De plus, dans les locaux de sa société, le titulaire devra impérativement :

- veiller strictement à n'autoriser la prise de connaissance du dossier que par des personnes autorisées à travailler sur ce dossier, selon les modalités définies par le maître d'ouvrage dans le présent CCAP,
- conserver l'intégralité du dossier dans un local sécurisé, dont l'accès est contrôlé et réservé aux seules personnes habilitées à en avoir connaissance,
- prendre toutes les dispositions nécessaires afin de préserver la confidentialité du dossier, à la fois sous forme papier et numérique. En effet, les mesures de sûreté à prendre par le titulaire comprennent les mesures liées à la sécurisation informatique des données stockées dans l'entreprise (avec la mise en œuvre d'ordinateurs indépendants de tout réseau intranet ou extranet)

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de procéder à tous contrôles afin de vérifier la bonne application des mesures imposées.

Comme spécifié à l'article 1.2. du présent CCAP, la personne, désignée en tant que « responsable projet », sera l'unique interlocuteur du maître d'ouvrage concernant les mesures de sûreté et de confidentialité de l'opération ; en conséquence, elle devra s'assurer en permanence que les mesures de sûreté prises sont en adéquation avec le niveau de protection recherché.

1.5. Contrôle du personnel

Le titulaire devra se conformer aux dispositions en vigueur concernant les accès aux palais de Justice et notamment :

- S'agissant du contrôle des accès, tous les personnels de l'entreprise et de ses éventuels sous-traitants devront être munis d'un laissez-passer comportant une photographie et les renseignements figurant sur la carte d'identité ou le titre de travail pour les ouvriers étrangers. Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel pourront être effectués à tout moment par l'inspection du travail.
- S'agissant du contrôle nominatif, une liste nominative des personnes participant au chantier sera établie et fournie par le titulaire pendant la période de préparation. Cette liste devra comporter, pour chaque personne, les références de la carte d'identité ou celles de la carte de séjour pour les étrangers. Pour ces derniers, le maître de l'ouvrage exigera, comme l'y autorise l'article R. 620-3 du code du travail introduit par le décret n°86-524 du 13 mars 1986, à l'appui de la liste nominative, les copies des titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre dont la date de validité est périmée devra être exclu du chantier. Le titulaire devra s'engager à tenir à jour cette liste nominative.

Article 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre décroissant de priorité :

- L'Acte d'Engagement ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;

- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques et Fonctionnelles ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG FCS) ;
- Le mémoire technique justificatif remis par le titulaire.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel que ce mois est défini à l'acte d'engagement.

Article 3. PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

Les prestations sont rémunérées par application d'un prix global et forfaitaire correspondant à l'installation du scanner corporel objet du présent marché.

3.1. Contenu des prix

Les prix du marché sont établis en tenant compte des stipulations suivantes :

- En considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels qui ne relèvent pas de catastrophes naturelles assimilables à la force majeure.
- En tenant compte :
 - des sujétions entraînées par le maintien en activité sur site, ce maintien impliquant des mesures d'isolement et de sécurité en permanence vis à vis du public, du personnel ou du matériel. Afin de permettre la continuité du fonctionnement des services et des audiences, les travaux les plus bruyants, et ceux susceptibles de perturber leur fonctionnement, se dérouleront en horaire décalé (avant 9h00 le matin, après 19h00 le soir, le week-end et les jours fériés) ;
 - des prestations ayant à se dérouler les week-ends et jours fériés ;
 - des conditions réelles d'exécution dans un édifice occupé, engendrant des précautions supplémentaires évidentes et autres pertes de temps ;
 - des sujétions occasionnées par l'intervention simultanée sur le bâtiment d'autres entreprises dans le cadre d'autres projets ;
 - des frais d'installation de chantier, d'accès, d'échafaudages, de protections, de nettoyage, d'engins de levage et de transport ;
 - des frais d'études techniques, d'établissement et de mise à jour des plans d'exécution et de coordination puis d'établissement des plans conformes à l'exécution ;
 - des fournitures et de présentation d'échantillons, de prototypes ;
 - des frais de contrôle des matériaux ;
 - de toutes les charges directes et indirectes découlant de l'application du présent CCAP et de ses annexes ;
 - des frais découlant de la situation du site et de son environnement ;
 - des frais occasionnés par les dégradations causées aux voies publiques dont la réparation sera entièrement à la charge de l'entrepreneur responsable ;
 - des frais éventuels afférents à l'obtention des autorisations administratives nécessaires au chantier ;
 - de l'obligation faite aux entrepreneurs et à leurs personnels de se conformer aux consignes et règlements édictés par le commandement militaire relatif à la sécurité intérieure de l'établissement. A ce titre, l'entrepreneur se conformera à toutes les consignes (y compris les demandes d'interruption temporaire des travaux) du maître de l'ouvrage ;
 - des diverses servitudes inhérentes aux infrastructures existantes et conservées durant les travaux.

Ils sont également réputés comprendre les soins particuliers, les difficultés d'exécution ou celles de l'emploi de matériaux découlant de la nature particulière des prestations tels que :

- la remise en état et la propreté des locaux devront être effectués avec un grand soin ;
- l'obligation d'emploi d'une main d'œuvre qualifiée parfaitement adaptée à la nature des travaux à réaliser ;
- les moyens pour assurer la sécurité des personnes et des biens ;
- les frais découlant de l'obtention d'un « permis feu » impliquant pour l'entreprise de se conformer aux mesures de protection contre l'incendie qui lui seront prescrites par le poste de sécurité incendie du palais de Justice de Paris. De ce permis découle pour l'entreprise, l'obligation de disposer sur le chantier des moyens de première intervention contre l'incendie, en nombre suffisant, dont un à disposition immédiate de l'ouvrier intervenant. Tout ouvrage de soudure sera suspendu 2 heures avant la fin de la journée de travail.

3.2. Variation dans le prix

3.2.1. Forme du prix

Le prix du marché est exprimé hors TVA.

Le prix est réputé comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations dans les règles de l'art, y compris les frais généraux, impôts, et taxes, et assurer au prestataire une marge pour risques et bénéfices.

La prestation faisant l'objet du marché sera réglée par application du prix forfaitaire indiqué à l'article 3.1 de l'acte d'engagement.

3.2.2. Révision du prix

Le prix de la prestation forfaitaire est révisable selon les modalités fixées aux articles 3.2.4. et 3.2.5. ci-après.

3.2.3. Mois d'établissement du prix

Le prix de la prestation forfaitaire est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois « m_0 » fixé en page 1 de l'acte d'engagement.

3.2.4. Choix de l'index de référence

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour la révision du prix des prestations est l'index national bâtiment suivant : BT47

3.2.5. Modalités de révision du prix

La révision prévue par l'article 3.2.2. ci-avant est effectuée par application aux prix du marché d'un coefficient (C) de révision donné par la formule :

$$C = 0,15 + 0,85 \times \frac{I_m}{I_0}$$

dans laquelle :

I_0 : index BT du mois m_0 (mois d'origine),

I_m : index BT du mois m (mois de révision).

L'index de révision applicable est le dernier index connu à la date de réalisation des prestations.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

3.3. Règlement des comptes du titulaire

3.3.1. Retenue de garantie

Il ne sera pas appliqué de retenue de garantie. Le recouvrement des sommes dont le prestataire serait reconnu débiteur au titre du marché sera effectué selon la procédure du titre de perception.

3.3.2. Avance

Une avance sera versée dans les conditions prévues aux articles R2191-3 à R2191-12 du Code de la commande publique, sauf indications contraires dans l'Acte d'Engagement.

- L'avance ne sera accordée qu'une seule fois au cours de la durée d'exécution du marché ;
- Son montant est égal en prix de base à 20% du montant TTC du marché. Ce montant ne sera ni révisé ni actualisé.
- Le remboursement de cette avance commencera lorsque le montant cumulé des prestations exécutées au titre du marché atteindra ou dépassera 60 % du montant initial (TTC) du marché. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint 80 % du montant initial (TTC) du marché.

3.3.3. Acomptes

La fraction de la rémunération relative à chaque phase de la mission est fixée dans le tableau ci-après :

Prestation rémunérée	Valeur de l'acompte par rapport au montant total de chaque élément de mission (annexe 1 de l'acte d'engagement).	Date d'exigibilité de l'acompte
Fourniture et pose du scanner à ondes millimétriques	100 %	Exigible après admission de l'appareil
Formation et accompagnement des utilisateurs	100 %	Exigible après approbation de l'élément. Fractionnement mensuel possible.
Maintenance de l'appareil	100 %	Exigible à l'expiration de la période de maintenance. Fractionnement trimestriel possible.

3.3.4. Modalités de règlement des comptes

Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes :

- Un projet de décompte devra être établi et adressé dans le mois qui suit la réalisation de la prestation ;
- Le projet de décompte devra obligatoirement comporter les indications suivantes :
 - La désignation des parties contractantes du marché (prestataire et maître de l'ouvrage) et, le cas échéant, des sous-traitants payés directement ;

- L'objet de la prestation et la date de notification du marché, point de départ de l'exécution de la prestation ;
- La période au cours de laquelle a été exécutée la prestation faisant l'objet de la demande de paiement.
- Le projet de décompte, signé par le prestataire et éventuellement accompagné des attestations des sous-traitants, est adressé au maître d'ouvrage, selon les dispositions indiquées à l'article 8 de l'acte d'engagement.
- Le paiement de la totalité de la prestation est considéré comme paiement définitif.

3.3.5. Délai de paiement

Le délai dont dispose le maître de l'ouvrage pour procéder au paiement des acomptes est de 30 jours à compter de la réception par le maître d'ouvrage des factures.

En cas de dépassement de ce délai, les sommes non payées produisent des intérêts au taux d'intérêt de la Banque Centrale Européenne, augmenté de 8 points de pourcentage. Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 € sera également versée au titulaire.

3.4. Paiement des sous-traitants

3.4.1. Désignation de sous-traitants en cours de marché

S'il envisage de recourir à un sous-traitant bénéficiant du paiement direct dans le cadre de l'exécution de la prestation forfaitaire, le prestataire remet à la personne habilitée à signer le marché les documents prévus à l'article 3.6 du CCAG-FCS.

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un acte spécial signé par la personne habilitée à signer le marché et par le prestataire qui conclut le contrat de sous-traitance.

L'avenant ou l'acte spécial indique :

- la nature et le montant des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant ;
- les conditions de paiement du contrat de sous-traitance, à savoir :
 - les modalités de calcul de versement des avances et acomptes ;
 - la date (ou le mois) d'établissement des prix ;
 - les modalités de variation de prix ;
 - les stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses.
- la personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-59 à R.2191-61 du Code de la commande publique ;
- le comptable assignataire des paiements.
- si le sous-traitant est payé directement, le compte à créditer.

3.4.2. Modalités de paiement direct

Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement, le prestataire est tenu, lors de la demande d'acceptation, d'établir que le nantissement dont le marché a pu faire l'objet ne fait pas obstacle au paiement du sous-traitant.

Pour les sous-traitants, le prestataire joint en double exemplaire au projet de décompte, une attestation indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage à chaque sous-traitant concerné.

Article 4. DÉLAI D'EXÉCUTION – PÉNALITÉS

Les délais sont calculés selon les indications de l'article 13 du CCAG-FCS sauf indications contraires dans le présent CCAP. Les pénalités porteront sur tous les jours calendaires de retard.

4.1. Mise en œuvre des prestations

4.1.1. Délais et point de départ des délais

ELEMENT	DELAIS EN SEMAINES	POINT DE DEPART DU DELAI
n°1 : Fourniture et pose du scanner à ondes millimétriques	Fixé dans l'acte d'engagement	Réception par le titulaire de la notification du marché
n°2 : Formation et accompagnement des utilisateurs	Fixé dans l'acte d'engagement	Admission de l'élément de mission n°1
n°3 : Entretien et maintenance de l'appareil	Fixé dans l'acte d'engagement	Admission de l'élément de mission n°1

Dans le cas de l'élément n°3, l'indisponibilité du matériel, au sens de l'article 14.2.1. du CCAG-FCS, débute au moment de l'arrivée de la demande d'intervention au titulaire conformément à l'article 14.2.2. Le délai d'intervention pour dépannage est fixé dans l'acte d'engagement.

Le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacun des éléments de mission, tels que définis à l'article 4.2.1. du présent CCAP .

La mission du titulaire s'achève à la fin de l'élément de mission n°3.

4.1.2. Pénalités relatives à la fourniture des prestations

- Éléments de mission n°1 :

Comme prévu à l'article 14.1.1. du CCAG fournitures courantes et services, en cas de retard dans l'achèvement des prestations mentionnées ci-dessus, le titulaire subira, sur ses créances, des pénalités dont le montant H.T. par jour calendaire de retard est fixé ainsi :

$$P = (V \times R) / 1000$$

Avec P, le montant des pénalités, V, la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable et R, le nombre de jours de retard.

- Éléments de mission n°2 :

Par dérogation à l'article 14.1.1. du CCAG fournitures courantes et services, en cas de retard de plus d'une demi-heure ou d'absence à une réunion de formation, le titulaire subira, sur ses créances, des pénalités dont le montant H.T. par jour calendaire de retard est fixé à 300 euros HT.

- Éléments de mission n°3 :

Par dérogation à l'article 14.1.1. du CCAG fournitures courantes et services, en cas d'indisponibilité du matériel, le titulaire subira, sur ses créances, des pénalités dont le montant par heure de retard par rapport au délai fixé pour le dépannage dans l'acte d'engagement est fixé à 50 euros HT.

Par dérogation à l'article 14.1.1. du CCAG fournitures courantes et services, en cas de non-respect du délai minimum entre deux opérations de maintenance préventive fixé dans l'acte d'engagement, le titulaire subira, sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour de retard est fixé à 50 euros HT.

4.1.3. Autres pénalités

En cas de retard ou d'absence injustifiée de l'entrepreneur à une réunion à laquelle il aura été convoqué par le maître d'ouvrage, le titulaire encourt une pénalité fixée à 300 € HT par retard supérieur à ½ heure ou par absence.

▪ **Présence sur le site d'une personne non habilitée :**

..... **1 000 € HT par infraction constatée ;**

- Retard dans le respect et la réalisation des instructions ou injonctions écrites (comportant notamment l'objet de l'action à entreprendre, la date de sa demande et le délai imparti pour la réaliser) du maître d'ouvrage :

..... 150 € HT par jour calendaire ;

- Dépôt de matériel(s) ou matériau(x) en dehors des zones prescrites :

..... 150 € HT par infraction constatée et par jour calendaire ;

- Retard dans les mises au point à la suite d'une décision d'ajournement pour l'admission des prestations :

..... 150 € HT par jour calendaire ;

- Retard dans la demande d'acceptation d'un sous-traitant au-delà du délai fixé par la mise en demeure du maître d'ouvrage :

..... 200 € HT par jour calendaire de retard.

4.2. Admission des prestations

4.2.1. Nature des prestations :

- *Élément de mission n°1 :*

Cet élément de mission comprend la fourniture et la pose d'un scanner corporel à ondes millimétriques au dépôt du palais de Justice de Paris.

La durée de cet élément de mission est précisée dans l'acte d'engagement.

Par dérogation à l'article 22.2.1. du CCAG-FCS, les frais de vérification sont entièrement à la charge du titulaire.

Par dérogation à l'article 23.2., deuxième alinéa, le délai imparti au pouvoir adjudicateur pour procéder et notifier sa décision est de 1 mois.

- *Élément de mission n°2 :*

Cet élément de mission comprend la formation et l'accompagnement des utilisateurs dans l'exploitation du matériel fourni et posé. La durée de cet élément de mission est précisée dans l'acte d'engagement.

- *Élément de mission n°3 :*

Cet élément de mission comprend l'entretien et la maintenance (préventive et corrective) du matériel pour une durée fixée dans l'acte d'engagement à compter de son admission. Le titulaire fournira pendant cette période, à titre gracieux, l'ensemble des mises à jour des logiciels correspondant au matériel admis.

La durée de cet élément de mission, et des options y afférent, est précisée dans l'acte d'engagement, de même que le délai entre deux opérations de maintenance préventive et le délai d'intervention pour les opérations de dépannage.

4.2.2. Modalités de fourniture des documents :

Les documents à fournir par le titulaire, qu'il s'agisse de pièces écrites ou de plans, seront remis par celui-ci au maître d'ouvrage pour vérification et admission en 5 exemplaires dont un exemplaire reproductible.

Le maître d'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents remis, dans le cadre de l'opération envisagée.

Un exemplaire supplémentaire en version informatique sera remis au maître d'ouvrage, les documents écrits au format .doc (MS Word) et les plans au format .dwg (Autocad).

4.2.3. Délais :

Par dérogation à l'article 23.2 du CCAG fournitures courantes et services, la décision du maître d'ouvrage d'admission, d'ajournement, de réception, de réfaction, ou de rejet des prestations ci-dessus, doit intervenir avant 1 mois.

Ces délais courent à compter de la date de livraison ou de mise en service de ces prestations.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans les délais mentionnés ci-dessus, la prestation est considérée comme reçue, et approuvée avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 23.2 du CCAG fournitures courantes et services (acceptation tacite).

Par dérogation aux articles 25.2 et 25.4 du CCAG fournitures et services, en cas de rejet ou d'ajournement, le maître d'ouvrage dispose, pour donner son avis, après présentation par le titulaire des prestations mises au point, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

4.2.4. Présence du titulaire aux réunions

En cas d'absence à une des réunions à laquelle il aura été convoqué, une pénalité de 300 € HT sera appliquée par absence.

Article 5. Mesures particulières de sûreté concernant l'organisation du chantier

Compte tenu de la sensibilité de l'opération concernée par le présent marché, l'entreprise devra se conformer strictement aux consignes présentées ci-dessous, définies par la maîtrise d'ouvrage en concertation avec le Commandement Militaire, autorité assurant la sûreté du Palais de Justice de Paris et en autorisant notamment l'accès, et l'Administration Pénitentiaire, autorité en charge de la zone du dépôt.

Ces consignes ont pour but de garantir un niveau acceptable de confidentialité pour l'opération concernée. Toute infraction à une des consignes suivantes peut être l'objet d'une pénalité, conformément aux dispositions de l'article 4.1.3. ci-avant.

5.1. Modalités de conservation et de diffusion des documents et de l'information

Le titulaire est tenu de soumettre à l'accord préalable du maître d'ouvrage les dispositions qu'il envisage de prendre pour sa publicité personnelle et qui sont relatives à cette opération (référencement).

Les informations communiquées par l'ensemble des intervenants dans le cadre de cette opération ont un caractère strictement confidentiel. Il ne peut en être fait communication aux personnes non habilitées à en avoir connaissance (voir article 5.2. ci-après).

Les documents concernant le marché et de nature à être traités de manière confidentielle (plans, fiches techniques, notices, notes de calculs,...) devront faire l'objet d'une attention particulière par les personnes ayant à en disposer.

La diffusion de ces documents fera l'objet d'un référencement par cotation unique de chaque exemplaire diffusé et d'un suivi par un registre de diffusion indiquant, pour chaque exemplaire diffusé, l'intitulé du document, sa forme (papier, support numérique), la date de diffusion, la cote de l'exemplaire concerné ainsi que son destinataire et le détenteur de la pièce originale.

La diffusion de ces documents sera uniquement réalisée par remise de personne à personne, à l'exclusion d'un envoi postal ou informatique.

5.2. Modalités d'habilitation et d'accès des personnels

Lors de la réunion de lancement, le titulaire remettra au maître d'ouvrage la liste des personnes pour lesquelles il demande l'habilitation pour :

- soit avoir connaissance du projet (personnel interne n'ayant pas besoin d'un accès au site) ;

Il devra être fourni pour chacune de ces personnes : copie de la pièce d'identité et attestation de l'employeur demandant l'habilitation.

- soit avoir accès au site (pour livraison, formation, maintenance ou entretien), étant entendu que cet accès ne peut être que piéton (voir les modalités de livraison au 5.3. ci-après) ;

Il devra être fourni pour chacune de ces personnes : copie de la pièce d'identité, 2 photos d'identité datant de moins de 3 mois et attestation de l'employeur demandant l'habilitation.

Cette liste, accompagnée des pièces annexes, deviendra le registre d'habilitation, qui sera tenu à jour par le titulaire tout au long du chantier. Ce registre devra comprendre les noms et prénoms des personnes, leur employeur, le type d'autorisation demandée, la période pour laquelle l'autorisation est demandée, la liste des pièces annexes fournies, la date de demande.

Ce registre d'habilitation, puis sa mise à jour régulière (au moins hebdomadaire), sera remise au maître d'ouvrage (secrétariat du bureau de l'immobilier) qui réalisera auprès du commandement militaire les démarches nécessaires. La demande d'habilitation devra impérativement être transmise au minimum 5 jours ouvrés avant l'intervention de la personne (prise de connaissance du dossier ou accès au site).

Il sera ensuite complété par le titulaire après traitement par le commandement militaire avec les résultats de la demande (habilitation ou non, période de validité, copie du badge dans le cas de l'accès).

Le commandement militaire et l'administration pénitentiaire pourront à tout moment demander à vérifier l'autorisation d'accès d'une personne présente sur site. Toute absence de production du badge conduira à l'expulsion sans préavis de la personne et mise en pénalités du titulaire.

5.3. Modalités de livraison

Les livraisons nécessaires sur le site sont également soumises à autorisation ; elles ne sont autorisées que pour une durée limitée et ne peuvent autoriser le stationnement du véhicule à l'intérieur du site en dehors du délai imparti pour la livraison.

Le titulaire constituera en début de chantier un registre des livraisons, qui sera tenu à jour par le titulaire tout au long du chantier. Ce registre devra comprendre les noms et prénoms des chauffeurs et livreurs, le numéro d'immatriculation du véhicule, la date et la durée de la livraison, l'adresse de l'accès au site concernée, la liste des pièces annexes fournies, la date de demande, et être accompagné de la copie des pièces d'identité et des cartes grises.

Ce registre de livraison, puis sa mise à jour régulière (au moins hebdomadaire), sera remise au maître d'ouvrage (secrétariat du bureau de l'immobilier) qui réalisera auprès du commandement militaire les démarches nécessaires. La demande de livraison devra impérativement être transmise au minimum 2 jours ouvrés avant la date de livraison.

Il sera ensuite complété par le titulaire après traitement par le commandement militaire avec les résultats de la demande.

5.4. Modalités d'intervention des personnels

Compte tenu de la sensibilité de certaines des zones traitées, le maître d'ouvrage peut :

- **demander la réalisation de prestations ou leur livraison en horaires décalés (avant 9h00 le matin, après 19h00 le soir, le week-end) ;**
- demander à tout moment la suspension ou l'interruption des prestations, sans avoir à justifier cette interruption.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à respecter les consignes de sûreté et de sécurité formulées par l'administration pénitentiaire, le commandement militaire ou la brigade des sapeurs-pompiers de Paris et à en informer immédiatement le maître de l'ouvrage. L'administration pénitentiaire et le commandement militaire pourront à tout moment procéder à des contrôles inopinés du personnel et du matériel des entreprises intervenant sur le chantier.

Article 6. PROPRIETE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE

Pour l'application de la loi n° 92-597 du 1er juillet 1992 modifiée portant sur le code de la propriété intellectuelle, le ministère de la Justice bénéficie du transfert des droits de reproduction de l'étude. Ces droits sont transférés pendant 20 années sur le territoire national.

Article 7. RESILIATION DU MARCHÉ

Il sera fait, le cas échéant, en application des articles 29 à 36 inclus du CCAG fournitures courantes et services. Le pourcentage prévu pour l'indemnité de résiliation en application de l'article 33 du CCAG fournitures courantes et services est fixé à un pour cent (1%).

Article 8. OBLIGATIONS DE DISCRETION

Le titulaire du marché est tenu à une obligation de discrétion concernant toutes les informations et tous les documents qui lui seront communiqués au cours de l'exécution du marché.

Les documents graphiques et données patrimoniales relatifs au palais de Justice de Paris sont transmis à titre confidentiel : la personne qui en a reçu communication est tenue de prendre toute disposition utile pour maintenir cette confidentialité.

En outre, elle devra aviser sans délai le maître d'ouvrage de toute disparition ainsi que de tout incident pouvant révéler un risque de violation de cette obligation de confidentialité.

Les renseignements ne peuvent, sans autorisation du maître d'ouvrage, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître sous peine des sanctions prévues à l'article 226-13 du code pénal.

Article 9. ASSURANCES

Le titulaire et ses éventuels co-traitants déclarent être titulaires, en outre, des garanties couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'ils sont susceptibles d'encourir vis-à-vis des tiers et du maître de l'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels (que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et/ou matériels) survenant pendant ou après les prestations.

Article 10. ARTICLE 17 - DEROGATIONS AU CCAG - FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

ARTICLES DU CCAG fournitures courantes et services auxquels il est dérogé	ARTICLES DU CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations.
14.1	4.1.2
22.2.1	4.2.1.
23.2	4.2.1.
23.2	4.2.3.
25.2	4.2.3.
25.4	4.2.3.

Dressé par

Le chef du Bureau de l'immobilier judiciaire
parisien et de l'administration centrale

Le titulaire
(mention « lu et approuvé »)